

Protection de l'Environnement
245 RUE GARIBALDI
69422 Lyon Cedex 03

Lyon, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SELESTE SCIC

13 AVENUE MARECHAL JUIN
69720 Saint-Laurent-De-Mure

Références : PNE2025-084
Code AIOT : 0100000216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement SELESTE SCIC implanté 13 AVENUE MARECHAL JUIN 69720 SAINT-LAURENT-DE-MURE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se déroule inopinément dans le cadre, d'une part, de la mise en service d'un établissement nouvellement autorisé et, d'autre part, d'un signalement concernant la gestion et la traçabilité des cadavres.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SELESTE SCIC
- 13 AVENUE MARECHAL JUIN 69720 SAINT-LAURENT-DE-MURE

- Code AIOT : 0100000216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le crématorium animalier de St Laurent de Mûre est exploité sous le couvert de son arrêté préfectoral n° DDPP-SPE-2022-97 en date du 26 avril 2022 portant autorisation environnementale. Il est en activité depuis janvier 2024.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conditions de réception et de stockage des cadavres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > I.	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté et lutte contre les insectes et nuisibles.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Sans objet
2	Prévention des pollutions accidentelles.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
4	Conditions de réception et de stockage des cadavres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > II.	Sans objet
5	Conditions d'incinération.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Sans objet
6	Déchets et cendres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	Sans objet
7	Déchets et cendres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	Sans objet
8	Valeurs limites.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La traçabilité des sacs de crémation en provenance du site de Guyancourt (78) est non conforme. Le site de Guyancourt pourrait, par exemple, être catégorisé comme "Partenaires" afin de pouvoir tracer et quantifier les entrants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté et lutte contre les insectes et nuisibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Les installations sont maintenues propres et entretenues. Entretien paysager en cours. Présence de boîtes à appât placés sur l'ensemble du site et des locaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux dans lesquels des cadavres sont susceptibles d'être présents est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Le sol des aires où des cadavres sont en transit est en béton et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Le sol des locaux, notamment celui de la chambre froide négative (- 14 °C), où des cadavres sont présents est en matériau permettant de recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de réception et de stockage des cadavres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée :

Les cadavres ou lots de cadavres d'un poids atteignant au maximum 100 kg sont livrés dans des emballages étanches, sauf lorsqu'ils sont apportés directement et individuellement par un particulier.

Les cadavres de plus de 100 kg ne peuvent être introduits sur le site que dans des conteneurs ou véhicules couverts, étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

Chaque emballage ou éventuellement chaque cadavre porte une identification permettant de faire le lien avec les informations fournies par le détenteur ou le propriétaire du cadavre.

Hormis les parties de cadavres issues d'actes vétérinaires, les cadavres sont réceptionnés entiers et aucune découpe n'est réalisée entre la réception et l'incinération.

Pour chaque cadavre ou pour chaque lot livré, l'exploitant enregistre et conserve pendant deux ans les informations suivantes, qu'il peut enregistrer sur le document commercial ou le certificat sanitaire prévus par les règlements susvisés :

- la date de réception ;
- la date d'incinération ;
- le poids du cadavre ou du lot.

Constats :

Il existe deux niveaux de traçabilité.

Site de St Laurent de Mûre (Catégories : Général ; Vétérinaire ; Partenaires)

Présence et utilisation du logiciel Nephtis.

Un animal = Un sac = Une convention de crémation avec un numéro unique de traçabilité créé par le logiciel.

Ce numéro est retrouvé sur l'ensemble des documents soit du sac de crémation au certificat de crémation.

Les fiches créées par les vétérinaires ou par le personnel de Séleste contiennent, notamment, le numéro de référence de l'animal, la date de décès, le poids et les coordonnées du propriétaire. Elles permettent ainsi d'établir le planning des tournées de ramassage et de crémation.

Site de Guyancourt (78)

Le site de Guyancourt transfère des lots de cadavres vers le site de St Laurent de Mûre pour traitement.

En l'absence du logiciel Nephtis, ce site utilise une méthode papier : un animal = un sac = une convention de crémation avec un numéro unique de traçabilité créé manuellement.

Le sac porte ce numéro unique mais la fiche n'est pas transmise au site de St Laurent de Mûre.

Le personnel de St Laurent de Mûre n'intègre pas ces données dans leur logiciel de traçabilité.

Il existe une donc rupture de traçabilité pour les animaux en provenance du site de Guyancourt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de garantir une traçabilité complète des transfère­ments et crémations des animaux en provenance du site de Guyancourt, l'exploitant devra intégrer ces arrivées dans son propre logiciel, en mentionnant toutes les données nécessaires (date de décès ou d'arrivée, provenance, poids...).

D'ailleurs, cette pratique est utilisée lorsque des transfère­ments ont lieu depuis le crématorium ANIMALYA de PERREUX (42120). Elle est catégo­risée en tant que "Partenaires" dans Nephtis.

Les justificatifs correspondants seront transmis dans un délai de 15 jours à l'inspection des installations classées (ddpp-icpe@rhone.gouv.fr)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Conditions de réception et de stockage des cadavres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > II.

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions liées à l'exploitation

Prescription contrôlée :

Si les cadavres ne peuvent pas être incinérés dès leur arrivée, ils sont immédiatement stockés en chambre froide. Excepté en cas de soins mortuaires, les cadavres sont sortis de la chambre froide au maximum une heure avant leur incinération.

Les chambres froides à température positive maintiennent en permanence une température inférieure à 5 °C. La durée de conservation des cadavres dans ces conditions ne peut excéder 48 heures. Les chambres froides à température négative maintiennent en permanence une température inférieure à - 14 °C. La durée de conservation des cadavres dans ces conditions ne peut excéder un mois, sauf en cas de procédure d'expertise pour une assurance. La température de chaque chambre froide est enregistrée en continu. Les données enregistrées sont facilement consultables et archivées pendant une période minimale d'un an. Un dispositif d'alarme est mis en place permettant de constater tout dysfonctionnement du système frigorifique et toute anomalie de température. Le dispositif d'alarme est mis en place de manière à ce qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir en moins de 8 heures sur les lieux en toute circonstance.

Les dysfonctionnements, anomalies et descriptifs des suites données sont consignés sur le registre mentionné à l'article 3. En cas de dysfonctionnement et si la température négative n'a pas pu être respectée, les cadavres concernés sont incinérés sans délai.

Constats :

Le stockage des sacs de crémation, en chambre froide négative sous alarme et astreinte, est réalisé dès réception sur le site. Le stockage n'excède pas une semaine.

A noter, au jour de cette visite inopinée, que les trois fours sont à l'arrêt suite à une maintenance programmée. Ils sont remis en fonctionnement, un à un, après cette maintenance durant la visite. Des sacs de crémation sont stockés à même le sol, sur des cartons dépliés.

<p>Cette accumulation est le fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la maintenance en cours ; • de l'apport, non quantifiable et traçable, de sacs de crémation en provenance du site de Guyancourt (78).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Conditions d'incinération.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions liées à l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'incinération a lieu en présence d'un opérateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site compte deux opérateurs de crémation. Les crémations se déroulent en présence d'au moins un de ces opérateurs.</p> <p>A noter, au regard de son dossier d'autorisation environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence des trois fours de faible capacité (< 50 kg/h), référencés FT 40, mentionnés et autorisés ; • l'absence du quatrième four de grande capacité (> 50 kg/h), référencé FT 350, mentionné et autorisé. Son emplacement est prévu dans la salle de crémation. La date de son installation n'est pas encore connue.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déchets et cendres.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions liées à l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour permettre l'élimination des déchets issus de ses activités et notamment des cendres et des résidus de traitement des fumées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cendres, non remises aux propriétaires des animaux, sont stockées en fûts de 200 litres étanches et fermés. Les fûts sont entreposés dans une pièce annexe de la salle technique du four et de la filtration, à l'abri des intempéries.</p> <p>L'exploitant est en recherche de prestataire pour le transport des cendres vers un site habilité (Organom).</p>

Les Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI), générées essentiellement par l'activité de préparation des corps lors des crémations individuelles accompagnées, sont confiés à la société La Collecte Médicale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets et cendres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions liées à l'exploitation

Prescription contrôlée :

Le stockage des cendres non rendues aux propriétaires des animaux incinérés s'effectue sur une aire ou dans un réceptacle étanche avant d'être éliminées. Elles sont protégées de la pluie et des envols.

Constats :

Les cendres non remises aux propriétaires des animaux, sont stockées en fûts de 200 litres étanches et fermés. Ces fûts sont entreposés dans une pièce annexe de la salle technique du four et de la filtration, à l'abri des intempéries, avant dispersion ou revalorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Émissions dans l'air

Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau de l'article 26.

Constats :

Pour les trois fours FT 40, la capacité de crémation est de 3 x (40 kg x 10 heures) = 1,2 tonnes. Ainsi, nous pouvons considérer les valeurs limites d'émission à chaque cheminée pour les installations d'une capacité de moins de 10 tonnes par jour.

A noter que pour l'année 2024, les masses moyennes crématisées par jour (229 jours) sont de :

- 0,14 t pour l'appareil 1 ;
- 0,13 t pour l'appareil 2 ;
- 0,12 t pour l'appareil 3 ;
- soit 0,40 t pour l'ensemble des appareils.

Les premiers et derniers rapports d'essai, pour les trois appareils de crémation, concernant le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques sont remis. L'exploitation des données est synthétisée dans le tableau suivant :

		Appareils de crémation n° 1	Appareils de crémation n° 2	Appareils de crémation n° 3

	Numéro de rapport	B24/R51373/000 01	B24/R51373/000 02	B24/R51373/000 02
	Numéro de dossier	C N / 1 8 - 0 3 - 2 4 / 0 5 3 5 5	C N / 1 8 - 0 3 - 2 4 / 0 5 3 5 6	C N / 1 8 - 0 3 - 2 4 / 0 5 3 5 7
	D a t e d'intervention	19/03/2024	20/03/2024	21/03/2024
Polluants	Valeur limite d'émission			
poussières totales (m g / N m 3)	100	18,62	14,47	19,37
monoxyde de carbone (m g / N m 3)	150	4,11	1,862	1,806
composés organiques volatils non méthaniques (mg/Nm3)	40	33,99	9,469	10,08
oxydes d'azote (mg/Nm3)	500	192,2	197,2	169,3
chlorure d'hydrogène (mg/Nm3)	100	9,341	7,977	4,162
dioxyde de soufre (m g / N m 3)	300	46,93	44,01	54,99

total des métaux lourds (antimoine + arsenic + chrome + cobalt + cuivre + manganèse + nickel + plomb + vanadium) $\mu\text{g} / \text{Nm}^3$	5 000	46,41	38,73	29,82
dioxines et furanes (ng / Nm^3)	0,1	0,01655	0,04499	0,009547

Changement récent de prestataire pour passer sur un contrat cadre avec l'entreprise Ginger LECES, organisme indépendant et agréé COFRAC. Les prochains contrôles se dérouleront du 30/06/2025 au 03/07/2025, la première journée étant réservée à l'installation du matériel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à faire parvenir les rapports d'essai issus des contrôles se déroulant du 30/06/2025 au 03/07/2025.

Type de suites proposées : Sans suite